

Olivier Brunelle, les principes républicains avant tout

Élu lors du cinquième congrès de FO-DGFIP, qui se tenait du 4 au 8 avril à Seignosse (Landes), Olivier Brunelle, 53 ans, est le nouveau secrétaire général du syndicat FO des finances publiques.

Il n'est animé par « aucun plan de carrière ». Olivier Brunelle, breton d'origine, marié et père d'une petite fille, est plutôt du genre passionné. Ce qui inspire le nouveau secrétaire général de FO-DGFIP, titulaire d'une licence en droit, d'une formation en économie mais aussi d'attaché de presse, c'est la réhabilitation de l'État, l'égalité de traitement des citoyens, la défense des services publics... Sur les principes républicains, il est intarissable. « Certes, c'est peu sexy, lance-t-il avec humour, mais ces principes essentiels sont à défendre. FO est la seule organisation syndicale avec ce discours sur la République. Je suis très attaché à la force de ce discours et aussi au mot ouvrier. » En 1998, tout juste reçu au concours d'entrée au Trésor public (le secteur de la comptabilité publique fusionnera en 2008 avec celui des impôts), le jeune contrôleur en poste dans les Hauts-de-Seine s'engage donc aux côtés de FO. Devenu inspecteur en 2002, dans le Val-d'Oise (il deviendra plus tard divisionnaire), il est secrétaire départemental du syndicat (FO-Trésor et FO-Impôts formeront FO-DGFIP en 2008) puis entre au bureau de FO-DGFIP avant d'en devenir le secrétaire général adjoint, et désormais « SG ». Hélène Fauvel, qui a assumé pendant huit ans ce mandat (et auparavant douze ans en tant que secrétaire générale adjointe), a choisi de ne pas en solliciter un nouveau, faisant valoir l'an prochain ses droits à la retraite. Olivier, « qui connaît Hélène depuis longtemps », précise-t-il amicalement, compte situer l'action de FO-DGFIP « dans la continuité du travail revendicatif mené dans le collectif ».



« De nouveaux défis à relever »

Et le travail ne manque pas car « cette administration vit un paradoxe : alors qu'elle finance toutes les politiques publiques du pays, ses moyens sont toujours plus réduits... Au risque de casser la colonne vertébrale de l'État. À croire que la DGFIP est un réservoir officiel de suppressions d'emplois! », peste-t-il. Le secteur, qui représente 4% des emplois du versant État, subit 98% des suppressions d'emplois. En vingt ans, 40 000 postes ont disparu au fil des réformes : le déricotage du réseau de proximité, le « tout Internet », les restructurations qui éloignent de plus en plus les usagers des services... « Cette déconstruction » a des conséquences, « entre autres sur le consentement des usagers à l'impôt, lequel doit être réhabilité ». Elle en a aussi sur les conditions de

travail des agents, « qui ne maintiennent la qualité de service que par leur surcroît d'efforts, mais cela sans aucune reconnaissance ». Illustration : « La somme des congés non pris et des heures écrêtées équivaut au nombre de postes supprimés annuellement ». Alors que « des officines privées » se tiennent en embuscade, souligne le militant, le combat pour les services des finances publiques, pour leurs missions et leurs emplois, est donc plus que jamais d'actualité. Pour cela, FO-DGFIP porte ses revendications, entre autres dans les instances représentatives... Et cela va continuer, avec de nouveaux « défis à relever », indique Olivier Brunelle. « Il faut former la relève, motiver les militants à s'engager. Il faut réinventer des outils, dont numériques, pour le militantisme, pour avoir la capacité à agir et dans la force du collectif... »

Valérie Forgeront